

# DE LA DETENTION A LA LIBERATION D'UN CAPTIF PRIS EN OTAGE DANS L'ADAMAOUA (CAMEROUN) 1990 à 2020

**Alim Ishagah, doctorant en Histoire**

*Université de Ngaoundéré-Cameroun*

*aliishag713@gmail.com,*

*Tel : (+237)699226229/ (+237)50802050*

## Résumé

*Cet article examine les modes de mise en liberté des personnes enlevées par les gangsters opérants dans le monde rural de l'Adamaoua. Au-delà des causes internes relatives à la pauvreté des ruraux et aux conflits agropastoraux, les conséquences des guerres intestines en RCA et au Tchad comme facteur exogène, le phénomène de kidnapping repose sur les modes classiques et violents. Le premier s'attèle sur l'encercllement des campements en pleine nuit pour enlever leurs cibles dont la libération est conditionnée par le paiement de rançon. Le mode violent repose sur le châtiment corporel des victimes pour leur imposer le paiement rapide d'une somme d'argent comme c'est le cas dans l'Adamaoua ces dernières décennies (1990-2021). Trois formes de libérations ont été alors enregistrées : la libération par les forces de l'ordre, la libération par le paiement de rançon et les évasions.*

**Mots clés :** *Adamaoua, gangsters, kidnapping, liberté, rançon.*

## Abstract

*This article examines the ways in which people kidnapped by gangsters operating in rural Adamawa are released. Beyond the internal causes relating to rural poverty and agro-pastoral conflicts, the consequences of internal wars in CAR and Chad as an exogenous factor, the phenomenon of kidnapping is based on classic and violent modes. The first focuses on the encirclement of the camps in the middle of the night to remove their targets whose release is conditioned by the payment of ransom. The violent mode relies on the corporal punishment of the victims to impose on them the rapid payment of a sum of money as has been the case in Adamaoua in recent decades (1990-2021). Three forms of releases were then recorded: release by law enforcement, release by payment of ransom and escapes.*

**Key words:** *Adamaoua, freedom, gangsters, kidnapping, ransom.*

## Introduction

Détention et libération sont deux concepts intrinsèquement liés aux prises d'otages avec demande de rançon dans la région de l'Adamaoua. Ce phénomène ancien qui tire ses origines dans les

razzias précoloniales, est devenu une nouvelle forme du terrorisme pastoral. Aujourd'hui, il ne se passe plus une semaine dans l'Adamaoua sans qu'on ne parle d'enlèvement ou de prise d'otages avec à la clé de fortes demandes de rançon. Le phénomène a atteint des proportions jamais égalées. Durant la période de captivité, une importante histoire sécuritaire se déroule, car de la perte au recouvrement de la souveraineté des victimes, l'on observe des communications qui s'établissent entre les ravisseurs et la famille du captif. Dès lors, l'on s'interroge sur les enjeux, les modes opératoires et les canaux de négociation pour recouvrer la liberté. L'année 1990 représente le processus démocratique au Cameroun qui a entraîné les crises des sociétés pastorales. 2020 marque la recrudescence, la militarisation et la professionnalisation des acteurs des enlèvements sur le plateau de l'Adamaoua. Cette étude, en effet, s'appuie sur divers documents notamment les articles, les ouvrages, les témoignages des victimes, les membres des captifs et l'observation directe de la pratique qui nous permet de présenter les facteurs des enlèvements, les modes opératoires et les formes de libération.

## **1-les facteurs des kidnappings dans l'Adamaoua Cameroun de 1990 à 2020**

Il existe deux types de facteurs dans l'histoire des kidnappings avec demande de rançon. Ce sont les facteurs endogènes et exogènes.

### ***1.1-Les facteurs internes des Kidnappings dans l'Adamaoua***

L'Adamaoua se réfère à une région géographique fait des hauts-plateaux d'une altitude supérieure qui varie entre 900 et 1000m (Boutrais, 1993 : 9. C'est aussi une unité administrative au Cameroun qui compte cinq départements et 21 arrondissements. Il est limité à l'intérieur du triangle national par les régions de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Nord. Ses frontières internationales à l'Ouest avec le Nigéria et à l'Est avec la RCA. Constituées des chaînes de montagnes d'accès difficiles et abritant une population qui est dans l'ensemble hétérogène, constitue un terrain fertile à l'activité criminelle. (Nteamjemgnigni Yaya, 2018). C'est une zone par excellence d'élevage des bovins, dont les pratiquants sont les cibles des adeptes des kidnappings avec demande de rançon. La première cause est la mise à l'écart de certains membres de la famille dans la gestion du bétail familial. Pour faire face à cela, ils

entrent en contact avec les ravisseurs ou se transforment en acteurs de cette pratique. Ensuite, il y a le cas des bergers qui sont mal rémunérés et parfois licenciés abusivement avec des sanctions allant à l'emprisonnement comme une sorte de vengeance. Ces derniers le plus souvent reviennent avec les acteurs d'enlèvements ou se transforment aussi en preneurs d'otages<sup>1</sup>.

Par « bergers », nous entendons ici, toutes les personnes qui suivent, qui s'occupent ou qui gardent les bœufs d'un éleveur dans un campement. Le berger a sa hutte à côté de l'enclos de son troupeau, il mène les animaux au pâturage et à l'abreuvoir, étique les animaux, leur donne du sel, les protège contre les fauves. Ces gardiens des animaux sont des employés salariés minables. Ainsi, la gestion quotidienne de l'élevage par des bergers salariés est différente selon les ethnies. Les Foulbé, grands éleveurs et commerçants préfèrent rester en ville ou dans les grands villages d'où ils partent visiter leur élevage. Les Mbororo quant à eux, éleveurs d'abord, leur vie ne peut se concevoir sans le bétail auprès d'eux quotidiennement. Ils aiment s'occuper eux-mêmes de leurs animaux.

Par ce fait, le rôle que joue ce gardien dans l'économie du crime lié au bétail est ambiguë. Acteur et complice des actes du banditisme rural. Selon les informations recueillies à Ngaoundéré Tignère, Libong, Gassanguel, Lompta et Galim-Tignère, les principaux acteurs du vol des bovins sont les bergers. Ces derniers sont pointés du doigt parce qu'ils maîtrisent les itinéraires d'évacuation des animaux pour détourner les bœufs. Il faut une compétence dans la maîtrise de l'art de garder ces animaux. Enfin la dernière cause est la maîtrise de l'environnement. Les bergers connaissent les pistes d'élevages et les déviations. Ils viennent comme des protecteurs alors que c'est pour calculer les mouvements de leurs collègues bergers. Et d'ailleurs, ils se renseignent sur les habitudes, l'emploi du temps, la composition de la famille du propriétaire avant de passer à l'action. Pour le cas des vols de bétail de grande envergure tels qu'enlever quelques têtes ou même tout le troupeau, les bergers sont complices. Ils sont cités dans la plupart des actes de vols perpétrés. Selon les sources militaires (Gendarmerie de

---

<sup>1</sup> Entretien avec Aliou Aboutourab, Belel le 15 Mai 2019.

Tignère et Galim-Tignère et les éléments du BIR), sur 10 voleurs appréhendés, 08 sont, soient des anciens bergers, soient des bergers en activité<sup>2</sup>. Outre les facteurs internes il y a aussi les causes externes.

### ***1.2-Les conflits armés en Centrafrique, au Tchad et au Nigéria***

Les premiers cas de prises d'otages furent enregistrés dans les zones transfrontalières de la région de l'Adamaoua dans les Arrondissements de Ngawi et Djohong. (Saibou Issa, 2006 : 120). Au Cameroun, le phénomène passe par le département du Mbéré, c'est le point de dispersion de la pratique. Elle atteint la région de l'Est, puis remonte vers le nord et atteint l'Extrême Nord en 1995 (Seignobos : 2011). Le choix des zones transfrontalières s'explique par le fait qu'au début, la pratique était orchestrée par des acteurs étrangers, en l'occurrence les tchadiens et centrafricains. Ces derniers étaient accompagnés des guides locaux qui montraient les pistes de la région en vue d'acheminer les personnes enlevées. Cette pratique a existé dans ces zones pendant plusieurs années. Ayant maîtrisé le milieu, ces ravisseurs pénètrent l'Adamaoua profond. C'est ce qui explique la prolifération des prises d'otages dans les Arrondissements de Belel, Nyambaka, Ngaoundéré IIIe Martap, Meiganga Tignère etc...

Le changement des modes opératoires s'observe à partir de 2018. En effet, le 24 décembre de la même année le chef du village de Yokotondou est enlevé<sup>3</sup>. On constate que les preneurs d'otages n'opèrent plus seulement dans les zones frontalières, ils évoluent progressivement vers l'intérieur du pays et en pièces détachées en propageant de la terreur et créant une ceinture de peur et de psychose. La pratique prend de l'ampleur si bien qu'on assiste aux multiples cas de détentions. Dans le département de la Vina<sup>4</sup>, les arrondissements de Belel, Ngna Ha et Martap sont les plus touchés. Ce phénomène provient pour la plupart des cas de l'impact des troubles politico-militaires du voisinage des États conflictogènes : le Nigéria, la RCA et le Tchad qui traversent une situation de perpétuelle instabilité. Ainsi, ce phénomène est tributaire des crises qui ont cours dans ces États.

---

<sup>2</sup> Entretien avec Godwa Adamaoua Idool, 22 Juin 2020

<sup>3</sup> Yokotondou est un petit village dans le département de la Vina

<sup>4</sup> Le département de la Vina est constitué de huit arrondissements : Ngaoundéré 1, 2,3, Martap, Mbé, Nyambaka, Belel et Ngan-Ha.

Au Tchad, les crises armées ont eu lieu entre 1963 et 2006. Après son indépendance, le pays a traversé une longue période d'instabilité politique. Le régime du François Tombalbaye marque le début de l'instabilité, car il a hérité le pouvoir dans un contexte difficile, marqué par le clivage interethnique. En 1970, sa politique atteint son paroxysme, le président est influencé par son homologue du Zaïre Mubutu Sese Seko. Cette politique vise un retour aux sources, aux origines africaines (Saibou Issa, 1997 : 128).

Le 13 avril 1975, François Tombalbaye est renversé par un Coup d'Etat et remplacé par Félix Malloum. L'arrivée au pouvoir de ce dernier semble déboucher sur le renforcement du clivage Nord-Sud qui se bouillonne depuis le lendemain de l'indépendance du Tchad. (Mongobaye Masrabaye, 2013 : 54). Cette crise a eu des répercussions sécuritaires sur le territoire camerounais. C'est dans cette perspective que des dizaines de milliers de Tchadiens fuyant la guerre et les règlements de compte se réfugient au Cameroun (Saibou Issa, 1997 : 127). Ces réfugiés constituent des acteurs de l'insécurité matérialisée par l'interpellation des voyageurs sur les routes dans le but de se faire fortune.

En République Centrafricaine, les crises politiques vont de 1965 à 2013. En 1965, il y a eu un coup d'Etat organisé par Jean Bedel Bokassa contre le régime de David Dacko. Cet évènement entraîne des sérieux problèmes dans ce pays, les perdants du combat sont obligés de fuir vers le Cameroun afin d'échapper aux représailles des nouveaux détenteurs de pouvoir. Le 20 septembre 1976 David Dacko devenu conseiller du président participe au renversement de Bokassa. Le 20 septembre de la même année David Dacko devient à nouveau le président de la république. Le pays traverse dès lors, des crises mais le plus important est connu sous l'appellation de « deuxième guerre civile centrafricaine ». Ce conflit oppose le gouvernement aux milices Seleka et Anti-balaka. La coalition rebelle se développe dans le pays. Depuis 2013, le pays se replonge dans une crise sécuritaire qui implique les différents acteurs dont les groupes armés règnent sur les 2/3 du pays et défient régulièrement le régime dirigé par Faustin Archange Touadera au pouvoir depuis 2016. Ces conflits interethniques et politiques poussent des milliers de réfugiés centrafricains au Cameroun, ce qui

entraîne une prolifération des enlèvements avec divers modes opératoires.

## **2-Les modes opératoires des preneurs d'otage de 1990 à 2020**

Parler des stratégies d'enlèvements revient à présenter les dynamiques opérationnelles des acteurs de la criminalité pastorale. Autrement dit comment s'organise et se consolide cette activité criminelle génératrice de revenus. Il s'agit de montrer comment les modes opératoires changent en fonction des stratégies de défense mises en place par l'Etat du Cameroun. À l'origine, il existait deux modes opératoires des kidnappings : le mode classique et celui dit violent.

### ***2.1-Les modes classiques des enlèvements***

Le mode classique est une méthode qui consiste à encercler les campements des éleveurs par un groupe d'individus de six à dix personnes lourdement armées pour enlever la personne recherchée<sup>5</sup>. Ici, le captif est bien traité, ils n'exercent pas de violence physique ou morale sur « le prisonnier » parfois, ils partagent le repas avec ce dernier. À côté de cette forme d'enlèvement, il existe un autre plus complexe appelée attaque musclée. Celle-ci est annoncée par l'ouverture de l'arme à feu non seulement pour effrayer les cibles mais aussi commettre des victimes. Elles sont perpétrées par des milices envoyées par les anciens bergers autrefois maltraités par le patron dont ils cherchent à se venger. À côté de cette méthode, il y a aussi une autre dite violentes.

### ***2.2-Les modes violents des kidnappings dans l'Adamaoua de 1990 à 2020***

On entend par mode violent, l'ensemble des violences physiques et morales faites à la victime par les ravisseurs. Ici les enlèvements sont faits à la suite d'une violence inouïe consistant au passage à tabac de la cible. Parfois, c'est l'incendie de leurs habitations, les viols des jeunes filles et femmes, accompagnés du vol du bétail et l'assassinat de toute personne qui tenterait de s'opposer à leurs pratiques<sup>6</sup>. Après avoir présenté les premières formes de modes

---

<sup>5</sup> Entretien avec Abba Souley, Nyassey le 18 Aout 2019

<sup>6</sup> Entretien avec Mohamadou Maroufou et Bobbo Hamadama, Ngaoundéré le 25 Aout 2020.

opératoires, voici la nouvelle tactique violente utilisée par les ravisseurs pour venir à bout des éleveurs dans la région de l'Adamaoua : il s'agit de l'attaque des campements et l'attaque des bergers isolés en pâturages. Après enlèvements des otages, ils sont conduits dans les milieux surveillés.

Les captifs d'otages sont déportés vers des zones inconnues. Le plus souvent la cachette peut être située dans les buissons, les frontières, les montagnes difficilement accessibles. Alors pourquoi le choix de ces sites : « Les ravisseurs choisissent les montagnes, les buissons et les zones reculées. Tout juste c'est parce que ces lieux ne sont pas accessibles à n'importe qui ». Pour arriver dans ces zones inaccessibles, ils marchent jour et nuit afin de trouver les lieux de cachettes. Certains sont conduits hors du pays, d'autres vers les frontières et le cas échéant à l'intérieur du pays mais dans les zones impraticables. Là, ils ont une position de détecter tout mouvement provenant de l'administration et des forces de maintien de l'ordre, du fait de leurs positions en altitude plus sécurisante. C'est dans ces milieux qu'ils attendent patiemment ou impatiemment leur rançon pour la libération de leur captif. S'il y a eu entente entre les protagonistes de la pratique : échange entre la famille et les ravisseurs. Ici, ces personnes cherchent à obtenir leurs libérations par divers canaux.

### **3-les formes de libération des captifs de 2000 à 2020**

La libération des personnes prises en otage est effectuée de plusieurs manières et dépend des périodes, des stratégies et des moyens de chaque acteur impliqué dans la gestion des crises. Pendant la période des rapt et razzias, les libérations s'effectuaient par évasion le cas des hommes et le mariage pour les femmes. Dans les années 1980, les personnes arrêtées par les coupeurs de routes étaient libérées par dépouillement. Lorsque ces bandits de grands chemin sont pris à mal sur tous les plans par les BIR<sup>7</sup>, ces fauteurs de troubles jettent leur dévolu sur la prise d'otage avec demande de rançon, et décident de changer de modes opératoires. Mais à partir des années 2000 avec la

---

<sup>7</sup> Le BIR désignent Bataillon d'intervention rapide créée en 1999 est une unité d'élite qui lutte contre le grand banditisme.

révolution technologique, la libération des captifs évolue, désormais ce sont les forces de l'ordre et les évasions qui libèrent les otages.

### ***3.1-Les captifs libérés par les forces de l'ordre dans l'Adamaoua de 2000 à 2020***

La prolifération de l'insécurité a amené l'Etat du Cameroun à renforcer le système sécuritaire à travers la création de la Brigade d'intervention motorisée (BIM) et le Bataillon d'intervention rapide (BIR). Cette activité de pacification sociale est affectée aux polices dans les zones urbaines. (Nteanjemgnigni Yaya, 2018 : 325). L'avènement de ces corps a obligé les ravisseurs à changer de méthodes pour mettre en place désormais le phénomène d'enlèvements. Ils jettent leur dévolu sur les prises d'otage (Seignobos, 2011 : 50). La prise d'otage devient un moyen de financement et d'accumulation des devises, la région est devenue une véritable industrie criminelle. C'est le cas de l'enlèvement d'Aladji Nanari en plein centre-ville de Tignère et le Djaouro Mohamadou Maroufou de Yokotondou chef du village éponyme. <sup>8</sup>

On entend par force de l'ordre l'ensemble constitué des gendarmes et les militaires. Ces derniers ont contribué énormément à la libération des otages dans la partie septentrionale du Cameroun (Seignobos 2011 : 51). Dans le département de la Vina, une cinquantaine d'otages ont été libérés par les forces de défense camerounaise. À titre illustratif, Ismaila âgé de 54 ans, Hamadama Ibrahima âgé de 36 ans, Mairama Dasso 30 ans et Aissatou Kingui furent enlevés le 27 décembre 2018 dans un village proche de Yokotondou. Aussi, le chef du village de Bourlé à quelques kilomètres de Tignère a été libéré grâce à l'intervention des forces de l'ordre. De son retour, il a été hospitalisé afin de retrouver sa santé. Plusieurs captifs comme lui sont libérés grâce à la bravoure de forces de défense comme il est illustré dans le tableau ci-après.

---

<sup>8</sup> Entretien avec Abbo Hamadou, Ngaoundéré le 12 octobre 2019



**Tableau 1 :** Liste non exhaustive des captifs libérés par les forces de l'ordre

N°	Noms et prénoms	village	Date	Montant
1	Alhadji Bobbo Daouda	Litok	2017	Libéré par les forces de l'ordre
2	Ababkar Garba	Béka-Mangari	2017	Libéré par les BIR
3	Moustapha et Hayatou Jayla	Wamar	2018	Libérés par les BIR
4	Ahmadou Eggui	Ranch SOACAM (Mandourou)	2017	Libéré par les forces de l'ordre
5	Dia Hawaou	Mbang Langa	2018	Blessée et libérée par les forces de l'ordre
6	Abdou Oolel	Mandourou	2018	Blessé et libéré par les forces de l'ordre
7	Maouloudou	Libong	2018	Libéré par les BIR
8	Chéhou	Saltaka	2016	Libéré
9	Hamidou	Galim Tignère	2018	Libéré
10	Salihou et son berger	Ngangha	2019	Libéré

**Source :** Archives non classées d'APES

Ce tableau présente les captifs libérés par les forces de l'ordre camerounais. Grâce à la collaboration entre la population et l'armée, certains otages furent libérés, mais d'autres sont tombés malades à cause des châtiments corporels et des longues marches durant la période de captivité comme l'illustre la photo ci-dessous.

**Photo : Le chef du village Bourlé libéré mais hospitalisé**



**Source** : archives privées de Mohamadou Aminou

Outre les détenus libérés par les forces de l'ordre, certains captifs réussissent à s'échapper des ravisseurs : ils se sont évadés.

### ***3.2-Les captifs évadés***

Parmi les multiples manières de retrouver la liberté, figure en bonne place l'évasion des personnes enlevées. A défaut de payer la rançon pour être libres ou être libérées par les forces de l'ordre, les chanceux réussissent à s'enfuir du site. Et là, l'on se poserait la question de savoir comment et quand réussissent-ils à s'échapper. Le processus qui conduit à l'évasion est pluriel et complexe c'est-à-dire qu'il n'y a pas de méthode appropriée pour fuir<sup>9</sup>. Le plus souvent, les cordes servant de maintien des otages en captivité se relâchent et les détenus profitent pour se libérer. D'autres détachent les cordes à l'aide des couteaux, de pinces trouvées sur les lieux qui appartiendraient aux ravisseurs. Au cas où ils ne parviennent pas à s'évader, la famille est appelée à payer la rançon exigée.

---

<sup>9</sup> Entretien avec Bobbo Hamadama Ngaoundéré le 25 Aout 2020

### ***3.3-Les captifs libérés par les paiements de rançons***

Les négociations sont des arrangements établis entre les victimes et les acteurs d'enlèvements. Avant de parvenir à la libération par rançon, des négociations directes et indirectes sont entretenues. C'est le lieu de préciser le caractère officieux de ce paiement. Les familles informent de moins en moins les autorités notamment les forces de sécurité, parce qu'elles subissent de menaces de la part des ravisseurs, raison pour laquelle elles optent pour le silence. En général, lorsque les militaires sont alertés, ils interdisent le paiement des rançons.<sup>10</sup> Ainsi, pour éviter de perdre un membre détenu, les familles mènent elles-mêmes les négociations.

#### **a- Les négociations directes**

Les négociations directes sont des compromis qui s'établissent entre l'otage et les ravisseurs. Ici, c'est le dialogue entre les protagonistes, le captif cherche à convaincre les ravisseurs sur le montant à payer. Généralement, s'il y a entente, le captif donne des instructions et des endroits où ils peuvent prendre les fonds devant servir de cadre au paiement. C'est également dans ces négociations directes que les ravisseurs mettent la pression sur le captif afin de pousser la famille à chercher le plus vite possible les frais exigés. Cette opération consiste à torturer la personne prise en otage et faire entendre à la famille les pleurs, les cris du captif en souffrance<sup>11</sup>. Toutefois, les modes de négociations sont plurielles, il y a aussi celles dites indirectes.

#### **b- Les négociations indirectes**

Les négociations indirectes sont des arrangements entre la famille du captif et les ravisseurs. Ici, c'est le cadre propice servant aux protagonistes et aux familles des victimes de communiquer afin de se mettre d'accord sur les modalités pouvant servir à la libération du captif. La négociation s'effectue de la manière non formelle c'est-à-dire en cachette. Ici, les ravisseurs exigent à la famille du captif de ne pas porter l'affaire devant les autorités militaires compétentes faute de quoi, la personne enlevée sera exécutée dans les brefs délais. Il convient aussi

---

<sup>10</sup> Entretien avec un chef traditionnel qui requiert l'anonymat.

<sup>11</sup> Entretien avec Hadja Kingui Kaltoumi, Tello le 09 Aout 2019.

de rappeler la complexité du phénomène, pendant la période de négociation. La famille du captif est suivie par les complices dans les zones où il y a eu enlèvement, ces personnes sont chargées d'informer à leur complice en brousse si la famille dépose la rançon exigée au lieu demandé. Le dialogue entre la famille du captif et les ravisseurs aboutit souvent à la libération du captif<sup>12</sup>. Durant cette phase, les moyens utilisés sont les téléphones et parfois les lettres. En ce qui concerne les téléphones, les ravisseurs laissent un numéro auquel la famille peut les joindre. Ces numéros sont identifiés par les cartes nationales d'identités retrouvés par terre ou des personnes mortes. Pour le cas des lettres, les bandits jettent des lettres dans les concessions de leurs cibles ou dans les enclos de ces dernières. Comme c'est le cas de l'enlèvement de Babba Bello Djaouro, imam de Wantchandé et de son fils aîné dans l'arrondissement de Galim Tignère en octobre 2018 dont la libération est conditionnée par un versement de 50 millions. Une fois versé, le même jour, les otages sont froidement abattus par leurs bourreaux. Le deuxième cas de kidnapping qui a le plus choqué est l'enlèvement de la femme de l'Imam de Guassanguel, tenant en main un bébé de trois ans dans l'arrondissement de Tignère. Pendant leur captivité, sous prétexte que le bébé les empêche de dormir en pleurant, l'enfant a été assassiné devant sa mère qui est libérée quelques mois suite à un paiement de 5 millions de francs. Un autre et non le moindre, est Hamidou, éleveur à Martap en 2016, quand le Djaouro de la place ordonne à la famille de l'otage de ne pas verser une quelconque somme en guise de rançon, le trentenaire Hamidou est tué par les ravisseurs. Enfin un autre cas qui a secoué toute la population est le kidnapping d'Alhadji Nanari en plein centre-ville de Tignère aux environs de 20 heures<sup>13</sup>. Ce dernier est libéré après un versement de 29 millions 200 mille francs<sup>14</sup>.

Dans le département du Mbéré, El Hadj Adamou Dambare a été pris en otage et a obtenu sa libération grâce au paiement d'une rançon de 4500000 francs. En 2016 ce fut les villages Gandinand, Fell, Nabemo, Komboul qui connurent la pratique. A Gandinang, ce fut en

---

<sup>12</sup> Moussa Bawouro, Meiganga le 5 novembre 2019.

<sup>13</sup> Abbo Daouda, Ngaoundéré le 15 Aout 2019

<sup>14</sup> Archives de Mboscuda (Association pour le développement social et culturel des Mbororo du Cameroun), bureau exécutif régional Adamaoua.

juillet 2016 que les ravisseurs enlevèrent le fils d'El Hadj Sale Mabali. Pour retrouver sa liberté, les parents ont dû verser une rançon de 11 000 000 franc. A Fell, c'est Aladji Abdou Issa qui est pris en otage par les ravisseurs et n'a obtenu sa libération que grâce au paiement d'une rançon de 1 000 000 francs. Enfin, à Koumboul les fils d'Aladji Issa ont été enlevés et ont payé 13 000 000 CFA.<sup>15</sup>

Dans le département de la vina, plus précisément dans l'arrondissement de Belel, le nommé Babba Zakariayou a été enlevé au village Bakari Bata le 28 décembre 2016 et a obtenu sa libération grâce au paiement d'une rançon de 10 400 000 francs. Idem pour Hayatou qui fut aussi pris ce même jour par ces bandits de grand chemin. Pour recouvrir sa liberté, il a dû payer une rançon dont le montant s'évalue à 1.000.000 fcfa. Le tableau ci-dessous présente un échantillon de quelques personnes libérées par paiement de rançon.

**Tableau 2 : Personnes libérées par paiement de rançon**

N°	Noms et prénoms	localité	Date	Montant
1	Alhadji Djafarou	Bil Assora	2015	22 millions
2	Ismaila Nana	Ndouar	2015	11 millions
3	Alhadji Babadji	Baadjanga	2015	50 millions
4	Fadimatou	Nyassey	2017	3 millions
5	Bebbé Fatoumata	Béka Mangari	2017	20 millions
6	Ahmadou Berger	Anam	2017	2 millions
7	Alhadji Issa et son fils Ibrahima	Mafanga	2017	5 millions
8	Alhadji Njabari	Bélel	2017	47 millions
9	Ousmanou Baba et Mohamadou	Meiganga	2017	3 millions
10	Mohamadou Hadi	Tourniungal Hosséré	2017	20 millions

Source : Archives APESS, 2019.

<sup>15</sup> Archives privées APESS.

L'analyse de ce tableau permet d'établir le lien qui existe entre le montant exigé et la richesse du captif. Il explique la variété de la somme. Il faut comprendre que les montants réclamés par les ravisseurs varient selon la valeur de l'otage. Ces derniers visent pour la plupart des cas les cibles de valeur.

## Conclusion

En définitive, il convient de rappeler que la problématique de ce travail repose sur les voies et moyens mis en place pour libérer les personnes kidnappées. Il importe de retenir que la région de l'Adamaoua est émaillée par l'insécurité rurale dont les facteurs sont d'ordres endogènes et exogènes. Cette différenciation factorielle débouche également sur la multiplicité d'acteurs qui sont reliés par leur idéologie matérialiste. La recrudescence de cette économie criminelle a poussé la communauté locale et nationale à mettre sur pieds, une synergie d'action de sécurisation et de libération des personnes enlevées. Pour cela, trois moyens sont enregistrés : les captifs libérés par les forces de l'ordre, ceux évadés et enfin les captifs libérés par paiement de rançon. Mais avec l'enlèvement du phénomène des kidnappings, il faut relever les défis sécuritaires tout en développant les moyens de lutte contre le gangstérisme rural afin d'assurer une paix durable sur tous les cieux de l'Adamaoua.

## Sources et références bibliographiques

### 1-Sources orales

	Nom Et prénom	Date et lieu d'entretien	Profession	Age
1	Abbo Daouda	15/08/2019 à Ngangassaou	Enseignant	45
2	Abbo Hamadou	12/10/2019 à Ngaoundéré	Berger	38
3	Abba Souley	14/08/2019 à Nyassey	Agriculteur	35
4	Aliou Aboutourab	25/05/2019 à Tello-Belel	Etudiant	34
5	Godwé	14/03/2018 à Idool	Gendarme	50

	Adamou			
6	Hadja Kingui Kaltoumi	09/08/2019 à Tello-Belel	Ménagère	61
7	Moussa Bawouro	05/10/2019 à Meiganga	Eleveur	48
8	Lieutenant, Anonyme	/	/	/

## Références bibliographiques

**Bertrand. Ayissi**, (2019) « 05 otages libérés à Ngan-Ha », *l'œil du sabel* n° 1203 du mercredi 10 avril 2019,

**Boutrais Jean**, 1993, *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, Paris ORSTOM

**Eboa, Francis**, 2019, « 07 otages libérés par le BIR dans le Djerem », in *l'œil du Sabel* n° 1211 du vendredi 03 mai 2019 P, 3.

**Eboa, Francis** 2019, « 150 personnes enlevées en 2018 dans l'Adamaoua », in *l'œil du sabel* n° 1282 du mercredi 23 octobre 2019.

**Mambou Deffo, R.**, 2006, « Gendarmerie nationale, l'ancrage dans la modernité », In. Ze-Méka, Remy., (éd.), *Honneur et Fidélité* N° spécial.

**Mongobaye Masrabaye**, (2013), « Impact des crises armées tchadiennes sur la sécurité transfrontalières Tchad-Cameroun : 1963-2013 : cas des régions frontalières (Extrême-Nord Cameroun et Chari Baguirmi) », Mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré.

**Nteanjemgnigni Yaya**, (2018) « Sureté et sécurité dans l'Adamaoua », Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Ngaoundéré.

**Saibou Issa**, (1997) « L'impact socioéconomique du séjour des réfugiés tchadiens à Kousseri (1979-1982), *Ngaoundéré Anthropolos, revues de sciences sociales, social sciences review, Facultés des Arts, lettres et Sciences Humaines Cameroun, Université de Ngaoundéré*, Vol. II, pp. 126-137.

**Saibou Issa**, 2006, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in. *Polis/RCSP/CPSR*, N° 1-2, vol. 13, pp. 119-146.

**Seignobos, Christian**, (2011) « Le phénomène zargina au Nord-Cameroun : Coupeurs de route et prises d'otages Mbororo », In. *Afrique contemporaine*, N° 239, pp. 35-59.